

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 41 (1896)
Heft: 2

Artikel: Les colonnes de parc actuelles et futures [suite]
Autor: Vallotton, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348237>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

culer ici exactement quel pourrait être l'effectif de la future landwehr, telle que nous la comprenons. Il nous suffira de montrer, par un calcul très approximatif, que la chose est possible. La nouvelle landwehr compterait, d'après notre calcul, les deux tiers des classes d'âge de la landwehr actuelle et les trois quarts de son effectif. L'infanterie de landwehr comptait, en 1895, 57 507 hommes ¹. Si l'on retranche de ce chiffre environ 12 %, comme déchet prévu, on obtient un chiffre rond de 50 000 hommes. Les trois quarts de cet effectif, soit 37 500, divisés entre 52 bataillons, nous donnent un effectif de 721 hommes par bataillon.

Or, les classes de landwehr sont actuellement particulièrement faibles. Grâce à l'entrée successive des classes de l'élite, et à l'augmentation continue que l'on peut prévoir dans le recrutement ², ce chiffre s'accroîtra chaque année et arrivera, avec le temps, à fournir des surnuméraires. Si cela ne suffisait pas, on pourrait encore renforcer, en cas de besoin, la landwehr avec la classe qui entre chaque année en landsturm.

Si donc, comme nous le dirons plus loin, on supprimait tout service pour le landsturm, sauf l'inspection, le service militaire effectif finirait à 40 ans, pour le temps de paix. Dans la pratique, il serait même possible de le faire cesser à 39 ans, si l'on exemptait de tout service, en temps de paix, la dernière classe de landwehr, avant son passage en landsturm ³.

(*La fin au prochain numéro.*) Colonel Camille FAVRE.

¹ Rapport du Département militaire pour 1894, page 17.

² Voir plus haut.

³ Pour tout dire, il faut bien avouer que ce système (*comme d'ailleurs tout système de réduction des unités de landwehr*), soulève une difficulté. Comment réduire de 8 à 4 les bataillons de carabiniers, puisque beaucoup de cantons ne fournissent qu'une compagnie à cette arme? On ne peut mélanger, dans une même compagnie, des éléments provenant de deux différents cantons. Nous nous contentons de poser ici ce problème, qui peut sans doute trouver sa solution.

Les colonnes de parc actuelles et futures.

(SUITE.)

§ 16. — Les conditions du ravitaillement des armées contemporaines se sont modifiées considérablement par l'utilisa-

tion d'un nouveau et puissant moyen de transport : les chemins de fer ; le télégraphe, aussi, contribue à en aplanir les difficultés.

A cet égard, la campagne des Français en Lombardie (1859) est particulièrement intéressante ; malgré leur état rudimentaire, les chemins de fer jouèrent alors et pour la première fois, un rôle capital. Cependant, ce rôle ne pourra jamais consister à rendre inutiles les colonnes de munitions (second échelon), mais seulement à accélérer d'une part la mobilisation et la concentration de l'armée et, d'autre part, le ravitaillement des grands parcs, par la diminution des charrois à l'arrière. Leur emploi ressortit donc, en général, au service des étapes ; il n'arrivera pour ainsi dire jamais que leurs lignes puissent suppléer aux colonnes de munitions attelées de l'armée d'opérations, par le transport des munitions jusque dans les lignes des combattants.

On en fit déjà l'expérience en 1859 : non seulement les chemins de fer italiens n'avaient qu'un rendement très médiocre, mais encore les services administratifs faisait au service de l'artillerie une concurrence obligée, mais terrible ; enfin les Autrichiens avaient rompu les ponts de chemins de fer, si bien que lorsque l'armée française entra en opérations, il fut impossible à l'artillerie de faire suivre l'armée par des voitures de munitions, les voitures d'artillerie et les attelages manquant également. (Ploix, op. cit., p. 56.)

La répartition des moyens de transport de l'armée franco-sarde n'ayant pas été faite d'avance, les mêmes frottements se produisirent pendant toute la campagne ; l'intendance et l'artillerie se disputaient la disposition des wagons, chacune voulant exécuter de son mieux les ordres venus de l'armée. Cette situation, au dire des témoins, était inquiétante, elle fut même devenue dangereuse si les succès des Français n'eussent été rapides et décisifs.

Au lendemain même de Solférino, lorsqu'il s'agit de faire le siège des places fortes du Quadrilatère, les préoccupations de l'état-major de l'artillerie deviennent de plus en plus vives : le ravitaillement en munitions devient insuffisant. Les parcs de corps d'armée avaient presque entièrement ralliés, il est vrai, mais aucune voiture du grand parc mobile ne rejoignit l'armée. (Ploix, op. cit., p. 66.) « Il y a un grand gaspillage de cartouches, écrivait-on au directeur général des parcs de cam-

pagne... vos attelages de réquisition sont insuffisants. Pour vos demandes, parlez, s'il le faut, au nom de l'Empereur » ; comme on le voit, la tâche du service des parcs ne devait pas être facile.

Pour hâter l'arrivée du matériel du siège, on en fit accompagner tous les envois de chemins de fer par des officiers.

Notons donc que, faute de mesures prises d'avance, l'armée française, n'eût été la rapidité de la campagne d'Italie, se fût trouvée, de l'aveu de ses chefs, dans une situation périlleuse, par suite de la pénurie de munitions.

Les chemins de fer et le télégraphe, il est vrai, rendirent de grands services.

De plus, l'on constata que les parcs de corps d'armée ne constituaient pas une ressource suffisante ; le grand parc (nos parcs de dépôt) doit être fortement constitué et en relation constante, par des colonnes de munitions, avec l'armée d'opérations. L'insuffisance du matériel roulant des chemins de fer italiens fut la cause des difficultés les plus inattendues et les plus considérables. Ce phénomène est aussi à noter, car il ne manquerait pas de se produire dans notre pays. Il y serait d'autant plus grave que nous ne pouvons suppléer à cette insuffisance par l'emploi de nombreux attelages : les derniers recensements n'ont-ils pas montré que la Suisse ne possède qu'un nombre de chevaux à peine suffisant pour l'armée elle-même ?

§ 17. — La courte et brillante campagne menée par l'armée prussienne, en 1866, en Bohême, fut, elle aussi, intéressante par le rôle qu'y jouèrent, à des degrés différents, les artilleries belligérantes. Tandis que, d'une part, l'artillerie autrichienne, par son action énergique, en grande masse dès le début du combat, son esprit de sacrifice, sauvait d'une catastrophe l'armée vaincue à Sadowa, l'artillerie prussienne, au contraire, malgré son désir de se distinguer, fut, de l'avis de tous, inférieure à sa tâche. Hohenlohe, en particulier, dans ses classiques « Lettres sur l'artillerie », le constate avec regret. Il ne l'attribue pas seulement au fait que l'artillerie prussienne, en 1866, presque sur tous les points, entre en scène bien trop tard et avec un nombre de pièces très restreint (1^{re} lettre, p. 6), mais aussi au manque de munitions. Aussi à Königgrätz-Sadowa, au moment où les adversaires jouaient le tout pour le tout, le centre de l'armée prussienne (V. Langlois,

tome 1^{er}) se trouva dès le début dans une situation très périlleuse. Son infanterie, écrasée par une artillerie de 200 pièces autrichiennes, « put se croire abandonnée par son artillerie, car à aucun moment de bataille l'artillerie prussienne n'atteignit sur ce point la moitié de l'effectif ennemi : ses batteries arrivaient une à une, plusieurs durent retourner en arrière pour se reformer, d'autres avaient épuisé leurs munitions et ne trouvaient pas à la renouveler. » (Hohenlohe, op. cit., p. 23.)

Hohenlohe insiste dans son ouvrage sur une constatation faite d'une manière générale dans l'armée prussienne : que, pendant cette campagne, le renouvellement des munitions épuisées ne se faisait pas d'après un mode régulier, que beaucoup de batteries furent hors d'état de nuire à l'ennemi par suite du manque de munitions, qu'en outre elles se retirèrent du feu fréquemment, non seulement pour éviter des pertes et se reformer, mais pour se ravitailler en munitions. L'infanterie restait alors sans appui et se voyait décimée.

Conclusion : Les batteries ne doivent jamais se retirer par suite de manque de munitions, c'est aux colonnes de munitions à avancer autant que possible pour le ravitaillement et, dans ce but, elles doivent à tout prix entrer en contact avec les premiers échelons de munitions (ligne des caissons).

§ 18. — En 1870, au contraire, chacun sait quel rôle glorieux l'artillerie joua dans les victoires allemandes. Tous les services de cette arme étaient animés au plus haut point, non seulement du désir ardent de la lutte, mais aussi de l'esprit d'initiative ; ils étaient pénétrés de ce principe « que si l'artillerie veut agir efficacement, il faut tout d'abord qu'elle sache être là où elle doit être et qu'elle sache y être à temps. » (Hohenlohe, 6^e lettre, p. 139.)

L'artillerie française de son côté déploya la plus grande intrépidité, mais fut cependant inférieure à sa tâche pour des raisons multiples que nous n'avons pas à rechercher ici (matériel inférieur, tir mal réglé, manque d'initiative, etc., etc.).

Si l'artillerie allemande a pu jouer dans toute la campagne de 1870-1871 le rôle brillant que l'on sait, c'est en grande partie parce que presque jamais elle ne manqua de munitions¹. On ne saurait trop le répéter.

¹ Au dire du prince de Hohenlohe : Il est cependant certain, d'après l'ouvrage du grand état-major allemand, que la retraite des Allemands à Bapaume fut due au manque de munitions. (V. Langlois.)

Les artilleurs allemands s'étaient posé en principe qu'il fallait dépenser d'abord les munitions de caissons, et conserver soigneusement les munitions renfermées dans les coffres d'avant-train comme dernière réserve.

Aussi Hohenlohe raconte-t-il qu'au cours des batailles de Saint-Privat et de Sedan, parcourant la ligne des batteries et faisant l'inspection de leurs avant-trains, il en trouva partout les coffres remplis jusqu'au bord.

Et quand, à Saint-Privat, les batteries de la garde eurent marché de concert avec l'infanterie qui donnait l'assaut, et pris des positions de plus en plus rapprochées, leurs avant-trains restèrent remplis jusqu'au moment où la rapidité du feu ne permit plus de tirer la munition des caissons. « Mais dès qu'il n'était plus nécessaire d'avoir recours au feu rapide, les munitions enlevées des coffres étaient immédiatement remplacées par des provisions empruntées aux caissons... Malgré la dépense énorme de munitions faite au cours de cette bataille (ce jour-là les 15 batteries de la garde lancèrent de 8000 à 9000 obus), et bien que les batteries de grosse artillerie, par exemple, eussent dépensé le dernier obus du dernier caisson, les colonnes de munitions parvinrent à parer aux besoins pressants en temps opportun... » (Hohenlohe, op. cit., 9^e lettre, p. 196.)

Et cependant c'est à Saint-Privat que l'artillerie dépensa le plus de munitions.

On peut se représenter quelle énergie et quelle initiative durent déployer les commandants des colonnes de munitions, quels efforts leurs troupes durent faire pour arriver à un pareil résultat, non seulement à Saint-Privat et à Sedan (où, par exemple, les mêmes 15 batteries de la garde prussienne lancèrent 5000 obus), mais dans une campagne où les engagements se suivaient avec une fréquence jusqu'alors inouïe.

§ 19. — Au début de la campagne franco-allemande chaque corps d'armée avait neuf colonnes de munitions divisées en deux échelons de seconde ligne. Le premier échelon (trois colonnes), comprenait deux colonnes de munitions d'infanterie et une colonne de munitions d'artillerie et suivait le corps d'armée à une demi-journée de marche. Quant au service à l'arrière, constitué par armée, il était formé de trois échelons successifs (Langlois, tome II, p. 183) :

1° Les colonnes de munitions de réserve, composées de plusieurs colonnes de 32 voitures chacune, non attelées, étaient destinées, en principe, à être transportées par voie de terre ou par voie ferrée jusqu'à la station tête d'étapes et probablement au delà, par terre au moyen de chevaux de réquisition ; ce qui n'eut pas lieu, soit par suite du manque de chevaux, soit par suite du manque de cadres, soit pour tout autre motif. Ces colonnes de munitions de réserve (analogues à nos parcs de dépôt), portaient 50 à 80 coups par pièce (4^e échelon de munitions) ;

2° Les dépôts, en arrière, dans les localités desservies par les chemins de fer ; les munitions y étaient en caisses, ils constituaient donc un 5^e échelon ;

3° Les arsenaux allemands.

Après Saint-Privat on se rendit compte de la nécessité de transporter le double de munitions d'artillerie. Le premier échelon de parc comprit dès lors deux colonnes d'artillerie et une d'infanterie.

La proportion était donc semblable à celle des munitions de nos colonnes de parc.

Les colonnes servaient de trait d'union entre l'armée et les dépôts des parcs d'armée.

Ceux-ci, au début de la guerre particulièrement, se trouvaient à plusieurs centaines de kilomètres en arrière. C'est dire que non seulement la transmission des ordres, mais le ravitaillement lui-même, ne se faisaient qu'aux prix des plus grandes difficultés : les voies ferrées, au moment de l'entrée en campagne, étaient tellement mises à contribution par les troupes combattantes que le premier échelon (trois colonnes) de munitions put seul être envoyé à la suite de chaque corps d'armée. (Hohenlohe, p. 200.)

L'armée allemande une fois sur le territoire français, les difficultés s'accrurent encore ; on ne pouvait songer à utiliser les quelques voies ferrées dont celle-ci disposait ; d'un autre côté les mêmes routes étaient utilisées à la fois par les colonnes du train des subsistances, les équipages de ponts, les ambulances. Leurs innombrables voitures formaient le plus souvent un obstacle considérable, au point « qu'on dut imposer aux chefs des colonnes de munitions l'obligation de faire tous les efforts humainement possibles pour ne pas laisser la troupe engagée sans munitions ; ils devaient, en cas de

bataille, marcher sans attendre d'ordres, sous leur propre responsabilité. » (Hohenlohe, op. cit., p. 199.) D'une manière générale le ravitaillement, dans la première armée allemande du moins, se faisait d'une manière aussi simple que possible : Absence de tout esprit paperassier et bureaucratique ; les munitions étaient remises pendant la bataille par les colonnes de munitions aux troupes engagées, sur simple demande, verbale même ; à la fin de la bataille, les dépôts de munitions (placés, il est vrai, trop en arrière : à une ou deux journées en arrière), recevaient par dépêche l'ordre de préparer un envoi. Puis la bataille terminée, et les nouvelles positions fixées, une seconde dépêche déterminait la station de distribution des munitions ; la quotité de l'approvisionnement à expédier était déterminée approximativement d'après les rapports verbaux sur l'état de munitions.

Le lendemain, les colonnes de munitions devaient se trouver au lieu de distribution, puis revenaient à marche forcée. (Langlois, « l'Artillerie de campagne », tome II, p. 184.)

Dans la seconde armée (prince Frédéric-Charles), les colonnes de munitions de réserve (nos parcs de dépôt) étant restées en arrière, les colonnes de munitions de corps d'armée ne purent, malgré tout leur zèle, assurer le ravitaillement.

Ainsi, pendant l'investissement de Paris, le 41 décembre, deux divisions n'avaient plus que les munitions d'avant-train. Et cependant les colonnes de munitions de la seconde armée avaient fait des marches forcées qui méritent d'être citées : D'après Hohenlohe (alors commandant de l'artillerie de la garde) les trois colonnes du premier échelon de son corps firent, pendant la bataille de Sedan (du 31 août au 2 septembre), 121 kilomètres en deux journées, pour ravitailler les batteries et se réapprovisionner elles-mêmes et, détail à noter, ces colonnes, le 31 août, arrivaient de la forteresse prussienne de Sarrelouis, ayant parcouru, la première, 338 kilomètres en dix jours, six autres 375 kilomètres en douze jours, y compris un jour passé à Sarrelouis pour prendre possession des munitions et les charger sur les caissons. De plus, ces marches avaient été exécutées par les colonnes sur l'initiative de leurs chefs, « sans avoir reçu un seul ordre de marche, car à l'état-major de la garde, on ne pouvait jamais savoir au juste où étaient les colonnes ». (Hohenlohe, p. 207.) Le 6 septembre, toutes les colonnes de munitions d'artillerie de la seconde

armée durent se ravitailler à Sarrelouis, tandis que l'armée marchait sur Paris. Le 19 septembre, la première colonne rejoignait, après avoir parcouru plus de 525 kilomètres en quatorze jours, sur des routes obstruées par les troupes et les convois de tous genres. De Paris, certaines colonnes firent jusqu'à 100 kilomètres en un jour pour ravitailler la seconde armée près d'Orléans.

Il est facile de deviner combien de chevaux étaient restés en route, morts ou fourbus ; et cependant les colonnes, grâce aux réquisitions, se présentèrent avec leurs attelages et leur équipement au complet. Pour qu'on pût trotter et ne pas perdre de temps, les hommes de l'escorte de sûreté des colonnes montaient sur les voitures ou marchaient du matin au soir, faisant une halte à midi, et ne bivouaquant jamais la nuit : les colonnes allaient cantonner seules, sous la protection de leur escorte de sûreté, dans des villages éloignés de la grande route, de manière à assurer aux hommes et aux attelages une nourriture et un repos bien mérités.

Les colonnes de munitions ne se bornaient pas à remplacer la munition épuisée, elles devaient encore donner leurs chevaux, leurs hommes et même leurs officiers aux batteries éprouvées par le feu ennemi.

Aussi, après Saint-Privat, les batteries de la garde ayant perdu 275 chevaux, les colonnes durent leur en céder 200 avant de retourner se ravitailler à l'arrière : les caissons étant vides, les colonnes se bornaient à compléter leurs attelages pour le retour à l'armée, au moyen de réquisitions exercées pendant la marche.

En outre, elles durent céder non seulement des hommes et des officiers subalternes, mais même leurs commandants, beaucoup de capitaines-commandants de batteries ayant été tués ou grièvement blessés. Ainsi, à Saint-Privat, les commandants de quatre colonnes de munitions d'artillerie durent prendre le commandement de batteries de la garde. Pour les remplacer on leur avait attaché dès le début de la campagne des officiers de réserve de la cavalerie. Ces derniers prirent alors le commandement des colonnes de munitions et remplirent leurs fonctions nouvelles à la satisfaction de leurs chefs.

§ 20. — Ainsi donc, au dire du prince de Hohenlohe, le manque de munitions se fit rarement sentir. L'illustre écrivain

est cependant convaincu que la quantité de munitions transportées dans l'armée allemande aussi bien aux batteries qu'aux colonnes n'était pas suffisante. « Il eût fallu et il faudra munir les batteries, caissons et avant-trains, d'autant de munitions qu'elles pourront en dépenser pendant tout un jour de bataille. » Cette quantité, les Allemands ne l'avaient pas en 1870. D'autres auteurs, dont le jugement est moins suspect d'inconsciente partialité que celui de Hohenlohe, font les mêmes éloges des services rendus par les colonnes de munitions de l'armée allemande, tout en insistant également sur ce fait incontestable : *Que l'armée allemande fut, malgré ses efforts, mal ravitaillée.* Telle est la conclusion qui se dégage, par exemple, de l'étude remarquable de Ploix. Aux yeux du colonel (aujourd'hui général) Langlois (tome II, p. 186), « cette conclusion s'impose même : l'organisation était défectueuse ».

Cette défectuosité provenait, d'une part, du service de ravitaillement dans le corps d'armée, d'une part, du service des parcs proprement dits, à l'arrivée de l'armée.

I. Le ravitaillement des munitions dans le corps d'armée souffrit en particulier du défaut de mobilité des voitures, d'où épuisement des attelages, etc., puis, surtout, de la trop grande distance à laquelle se trouvaient les dépôts de parc, contrairement aux enseignements des guerres précédentes.

II. Quant au service de l'arrière, il fut insuffisant par suite d'un défaut fort à craindre aussi dans notre organisation actuelle des parcs de dépôt : le manque d'une partie mobile du grand parc ; leurs parcs d'armée formés de colonnes de munitions de réserve *sans attelages* ne servirent à rien : d'un côté, on ne pouvait encombrer les chemins de fer de l'énorme poids mort de leurs voitures, d'un autre côté, « il ne faut pas songer à trouver les chevaux nécessaires par des réquisitions dans un pays envahi » — et *a fortiori* sur le territoire suisse.

Comme nous l'avons vu, Napoléon, au contraire, voulait que le grand parc eût le plus de voitures attelées possible, la Grande Armée, en particulier, était suivie de fort près par ses parcs d'armée.

§ 24. — Il ne faut pas croire que les voies ferrées puissent remplacer les attelages : ainsi, bien que l'organisation militaire des voies ferrées allemandes fût tout à fait remarquable, les colonnes de munitions de réserve, dont l'envoi était ins-

tamment réclamé à l'arrière, ne purent quitter Magdebourg, faute de trains et faute de chevaux : pendant onze jours la II^e armée n'avait pas de munitions pour deux journées de combat. (Langlois, p. 188.)

Cette expérience, l'armée suisse serait certainement appelée à la faire à ses dépens. Notre matériel des chemins de fer est aussi insuffisant que le nombre de nos attelages.

Mais, à ceux qui manifestent cette crainte, on répond généralement que nos lignes d'étapes n'auront jamais 100 à 300 kilomètres, comme celles des Allemands en 1870-1871, et même que les troupes ne seront jamais à plus d'une étape d'une voie ferrée. L'objection n'est ni nouvelle, ni spéciale à la Suisse :

« On entend souvent émettre cette opinion, écrit Langlois (p. 188), que le service sera beaucoup plus facile à l'avenir, par suite de la multiplicité des voies ferrées, qui permet de compter absolument sur le ravitaillement par chemin de fer.

» Cela nous rappelle les illusions qui précédèrent la campagne d'Italie. On croit être certain que jamais on ne se trouvera, comme les Allemands en 1870, à douze étapes d'une voie ferrée. Les officiers qui expriment cette opinion, s'appuient sur les arguments suivants :

» Le nombre des voies ferrées s'est accru considérablement, des moyens de réparation puissants ont été créés et mis à la disposition de l'armée qui comporte des troupes spéciales instruites (bataillon de chemin de fer) ; les coupures seront donc facilement tournées...

» Mais ne doit-on pas tenir compte aussi des circonstances suivantes : Les moyens de destruction sont plus puissants, l'instruction des troupes sur l'utilisation de ces moyens est complète et toute nouvelle ; si l'on a des moyens rapides pour réparer certaines coupures, comme des ponts rompus, on n'a rien trouvé pour débayer promptement un tunnel obstrué, et ce sont les ruptures de tunnels qui ont arrêté en 1870 l'exploitation des voies ferrées ; tourner une coupure par un raccordement avec une autre voie demande toujours beaucoup de temps et la guerre marche vite.

» Le moyen à mettre en œuvre dans ce cas est de revenir au principe napoléonien : constituer une fraction mobile de grand parc aussi forte que possible, selon les ressources en chevaux provenant du pays et suivant l'armée. »

§ 22. — Chose curieuse, tandis que, dans toutes ces campagnes, l'artillerie dépensa proportionnellement beaucoup plus de munitions que l'infanterie, et que cette dernière, en 1870 encore, n'en manqua pour ainsi dire jamais, — alors que les batteries pouvaient craindre d'être réduites au silence, — la guerre russo-turque de 1877-78, où figuraient du côté turc un certain nombre de fusils à répétition, a donné de tout autres résultats chez les deux belligérants : les Turcs, à Plewna, couvrirent leurs ennemis d'une telle grêle de projectiles (plus de 155 cartouches par homme), que souvent la munition de poche et de sac vint à manquer : et cependant chaque soldat turc avait ordre de remplir ses poches d'autant de cartouches qu'il pourrait en porter (jusqu'à 180). Du côté des Russes, les munitions de poche manquèrent non seulement, mais encore tous les caissons furent souvent vides.

Ces faits sont importants pour l'avenir, car on peut en tirer la conclusion que, dans la guerre de position, telle que nous la pratiquerons souvent, la dépense de munitions sera très considérable pour l'infanterie également.

§ 23. — L'introduction d'armes à tir rapide dans toutes les armées actuelles, l'augmentation énorme des effectifs de troupes par la mise en ligne de tous les hommes valides, auront pour conséquence nécessaire une dépense croissante de munitions. Il est à craindre surtout que notre infanterie, munie d'un excellent fusil à répétition, ne gaspille ses cartouches. Les manœuvres de paix montrent déjà la difficulté de maintenir une rigoureuse discipline de feu, dans l'échauffement du combat. Hohenlohe, — alors que les grandes puissances n'avaient pas encore adopté de fusil à répétition, — estimait déjà que les expériences de 1866 et 1870 (à la suite desquelles les approvisionnements de cartouches sont inférieurs à ceux de l'artillerie), ne sont pas concluantes. Se basant sur une expérience personnelle, cet auteur prétend même que la portée du fusil étant environ cinq fois plus faible que celle du canon, l'infanterie tirera cinq fois moins et que, par conséquent, une compagnie d'infanterie doit avoir cinq fois moins de cartouches qu'une batterie.

Cette opinion, fondée sur un raisonnement incomplet, a été combattue par le colonel Langlois (page 367, tome II). « En raison de la fatigue du tireur, le feu rapide ne peut se soutenir

longtemps, — en outre toutes les batteries sont déployées depuis le commencement de l'action, jusqu'à la fin, tandis que le nombre des compagnies en première ligne est restreint... Enfin, les troupes d'attaque tirent fort peu, ce n'est pas leur mission ; il en résulte que les besoins généraux en cartouches seront toujours très inférieurs aux besoins en munitions d'artillerie. Cette dernière opinion a prévalu partout, même en Allemagne. »

Il est vrai que les expériences des campagnes précédentes montrent que, pour l'infanterie, les besoins de munitions sont très irréguliers sur les différentes parties de la ligne ; même avec une consommation générale très faible, certaines unités sont épuisées et manquent de munitions. Langlois en conclut que le service doit surtout assurer la répartition des cartouches sur le champ de bataille, suivant les besoins ; ce sont surtout les premiers échelons qu'il faut renforcer (caissons de bataillons et section de munitions) ; ce sont ces échelons qu'il faut pourvoir abondamment.

D'autre part, le même auteur est convaincu que la prochaine guerre verra une consommation de munitions « énorme », dépassant toutes les prévisions.

Conclusion : Le service du ravitaillement en munitions acquiert une importance toujours croissante, à mesure que les armements se perfectionnent et que la vitesse du tir augmente.

Pour notre armée, l'organisation des colonnes de munitions doit être étudiée avec d'autant plus de soin que celles-ci ne peuvent guère compter ni sur nos chemins de fer ni sur une abondance de chevaux. La composition des cadres et celle du matériel sont les deux questions capitales de cette organisation.

Réunion annuelle des Officiers de cavalerie.

Les officiers de cavalerie ont eu les samedi 25 et dimanche 26 janvier dernier leur septième réunion annuelle, à Berne. Elle a parfaitement réussi. C'est le lieutenant-colonel Wildbolz, qui, cette année, en avait pris l'initiative. Environ 105 officiers, soit plus de la moitié des officiers de cavalerie en activité de